

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION
DEPARTEMENTALE DE LA
PROTECTION DES
POPULATIONS

ARRETE
portant **autorisation** d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service
Prévention des risques
environnementaux
N°IC 2003/6249
LA

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (livre V) ;
- VU le Code du Travail et notamment le livre II,
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU la Directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution,
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié les 30 mai et 1^{er} août 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 21 juin 2010, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 30 avril 1998, modifié le 13 février 2004, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « **HUET Philippe** », l'autorisant à exploiter en PLOUASNE au lieu-dit « Callouët » un élevage porcin de 3521 pl. d'animaux équivalents (soit 96 pl. maternité, 331 pl. gestantes-verraterie, 1150 pl. post-sevrage, 2010 pl. engraissement,);

Direction départementale de la protection des populations - 9 rue du sabot - BP 34 - 22440 PLOUFRAGAN
TEL : 0 821 80 30 22 (0,12€/mn)
www.cotes-darmor.gouv.fr

- VU l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2009, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « EARL LE CRAON » l'autorisant à exploiter en PLOUASNE au lieu-dit « Le Craoun » un élevage porcin de 832 pl. animaux équivalents (soit 832 pl. engraissement) ;
 - VU la demande présentée le 5 juillet 2010, modifiée le 16 août 2011 par l'installation classée « **HUET Philippe** », sise « Callouët » en PLOUASNE, en vue de la restructuration externe (suite à la reprise d'un atelier porcin autorisé le 26 janvier 2009 au nom de l'E.A.R.L. CRAON pour 832 pl. animaux équivalents, avec transfert) et interne dans le cadre de la mise aux normes bien être des truies soit un cheptel de 4273 pl. animaux équivalents (76 pl. maternité, 331 pl. gestantes verraterie, 2282 pl. engraissement, 1150 pl. post sevrage) la mise à jour du plan d'épandage avec traitement du phosphore, ainsi qu'une dérogation concernant l'épandage et la construction d'un bâtiment engraissement, d'une fosse à lisier semi-enterrée et d'un hangar station de traitement, et le réaménagement d'unités existantes, en PLOUASNE au lieu-dit « Callouët » (Section A3 N°894- 1429-1440 et 1441). Le site du "Craon" en PLOUASNE quant à lui sera désaffecté.
 - VU les plans et documents annexés à cette demande ;
 - VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur;
 - VU les délibérations des conseils municipaux de EVRAN (8 février 2011) , PLOUASNE (24 février 2011) – GUITTE(4 mars 2011) - GUENROC (4 février 2011)– LE QUIOU (4 mars 2011) , SAINT-MADEN (25 février 2011) – TREFUMEL (2 février 2011) - SAINT-PERN (35) (10 février 2011); SAINT THUAL (21 janvier 2011°
 - VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
 - VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 15 septembre 2011 ;
 - VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 30 septembre 2011 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT que l'exploitant a repris un atelier porcin autorisé et souhaite transférer le cheptel sur son site principal d'élevage afin de devenir naisseur engraisseur total tout en améliorant les conditions de vie des animaux;
- CONSIDERANT que le pétitionnaire modifie son unité de traitement en installant une centrifugeuse en tête avec exportation des co-produits afin de répondre aux exigences réglementaires en matière de phosphore,
- CONSIDERANT que le pétitionnaire sollicite une dérogation au déplaçonnement des terres,
- CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de EVRAN, dont le seuil d'obligation de traitement est de 20000 UN et le plafond d'épandage 120 ha ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire modifie son unité de traitement en installant une centrifugeuse en t^{ête} avec exportation des co-produits afin de répondre aux exigences réglementaires en matière de phosphore,

CONSIDERANT que le pétitionnaire sollicite une dérogation au déplaçonnement des terres,

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de EVRAN, dont le seuil d'obligation de traitement est de 20000 UN et le plafond d'épandage 120 ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 31138 UN et 18087 UP205, dont 8172 UN seront éliminées par un système de traitement, 4918 UN et 9936 UP205 seront reprises par la Sté FERTIVAL, 5887 UN et 2659 UP205 seront mises à la disposition d'un prêteurs ; 12161 UN et 5491 UP205 seront réparties sur 78,49 ha de terres en propre, soit une charge azotée de 155 UN/ha ;

CONSIDERANT que la charge en phosphore organique sera de 70 UP205/ha (*préteur*) et de 70 UP205/ha (*pétitionnaire*) ;

CONSIDERANT que la restructuration est autorisée au titre de la CDOA structures du 13 octobre 2009 ;

CONSIDERANT que les aménagements prévus ainsi que les constructions se font à distance réglementaire,

CONSIDERANT l'avis favorable de la Direction départementale des Territoires et de la Mer au déplaçonnement des terres,

CONSIDERANT que le pétitionnaire possède des terres situées dans le périmètre de retenue de Rophémel mais que ce dernier respecte les prescriptions de l'arrêté inter-préfectoral du 27 décembre 1997 modifié le 2 octobre 2003,

CONSIDERANT que le pétitionnaire met en place une centrifugation en tête de station afin de répondre aux exigences réglementaire concernant le paramètre phosphore,

CONSIDERANT que les capacités de stockages des effluents sont réglementairement satisfaisantes,

CONSIDERANT que le site repris sera désaffecté,

CONSIDERANT que le mémoire en réponse du pétitionnaire permet de lever les observations des riverains émises lors de l'enquête publique,

CONSIDERANT qu'il s'agit d'un élevage dit IPPC

CONSIDERANT que l'éleveur pratique l'alimentation biphasé pour l'élevage concerné ;

CONSIDERANT la convention de transfert de produits épandables provenant de l'installation de traitement de lisier signée le 29 avril 2010 avec la Sté FERTIVAL

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Le pétitionnaire est autorisé , au titre de l'installation classée « **HUET Philippe** », sise au lieu-dit « Callouët » en PLOUASNE, à exploiter à cette même adresse (Section A3 n° 894-1429-1440 et 1441) en PLOUASNE conformément aux plans et mémoires annexés à la demande,

=>**un élevage porcin dont la capacité maximale est de 4273 pl. animaux équivalents, répartis comme suit :**

Elevage	Animaux-équivalents (PAE)
76 pl. maternité	soit 228 PAE
331 pl. gestantes-verraterie	soit 993 PAE
1150 pl. post-sevrage	soit 230 PAE
2822 pl. engraissement	soit 2822 PAE
pl. quarantaine infirmerie	soit 0 PAE
<i>Total : 4379 animaux</i>	<i>Total : 4273 pl. animaux-équivalents</i>

=> une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé "résidus organiques") ;
- un hangar de stockage et de compostage du résidu organique ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une séparation du lisier traité par décantation secondaire des boues (produisant deux coproduits ci-après dénommés " lisier traité décanté " et "effluent épuré") ;
- une fosse de stockage du lisier traité décanté ;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera une partie des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir : 5012 m3 de lisier (21382 kg d'azote) sur 7299 m3 (31138 kg d'azote) produits annuellement. Le reste des déjections, à savoir 2287 m3 (9756 kg d'azote), sera épandu sous forme de lisier brut.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (comprenant élevage et unité de traitement) soumise à autorisation sous la rubrique n° 2102-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours notamment l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, et l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009, modifié, visés ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après. ».

ARTICLE 2 -PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE PORCIN

2.1. - *Effectifs :*

2.1.1. - L'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser 407 reproducteurs (truies, verrats, cochettes saillies), 2822 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 1150 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2. - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 330 reproducteurs (truies, verrats cochettes saillies). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique ...).

La production annuelle de porcs charcutiers ne devra pas dépasser 8479 animaux, et celle de porcelets ne devra pas dépasser 8650 animaux.

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2. - *Alimentation biphase :*

2.2.1. - L'alimentation biphase sera maintenue en place à compter de la date du présent arrêté.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures,) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.3. - *Sécurité :*

2.3.1 - Les bâtiments devront être accessibles aux engins de lutte contre l'incendie, par une voie de 3 mètres de large minimum utilisable en toute circonstance et dont la force portante est calculée pour un véhicule de 160 kilonewtons.

2.3.2 - La défense en eau de l'établissement devra être assurée par un hydrant conforme à la norme NFS 61 213 (poteau ou bouche d'incendie fournissant 1000 litres/mn sous 1 bar) ou une réserve de 120 m³ utilisable et accessible en permanence aux engins de lutte contre l'incendie.

2.3.3 - Ce point d'eau devra être situé à moins de 300 mètres (circulaire du 10 décembre 1951).

2.4. - *Autres :*

2.4.1 - la fosse semi-enterrée de 400 m³ en projet sera construite dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral.

2.4.2 - L'écran de verdure suffisamment dense pour isoler les bâtiments et l'unité de traitement des habitations voisines devra être renforcé principalement aux abords du silo de la FAF et au Nord Ouest des bâtiments et annexes de l'élevage. Les plantations interviendront au plus tard dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'EXPLOITATION DE L'UNITE DE TRAITEMENT DES LISIERS :

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume du lisier traité décanté produit;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact . Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.5. - Débits et flux de pollution entrant dans la centrifugeuse :

Lisier brut	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	5012 m3	13,7 m3
N Global	21382 kg	58,6 kg
M.E.S.	200480 kg	549,3 kg

3.6. - Débits et flux de pollution entrant dans le réacteur biologique :

Lisier brut	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	5012 m3	13,7 m3
N Global	21382 kg	58,6 kg
M.E.S	200480 kg	. 549,3 kg

3.7. - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

3.7.1 – *co-produits à exporter* :

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Poids Global	501 T	1,4 T
N Global	4918 kg	13,5 kg
M.E.S.	160384 kg	439,4 kg

3.7.2 – *co-produits à épandre* :

Lisier centrifugé non traité par le réacteur	Flux annuel
Volume	1312 m3
N Global	4789 kg
M.E.S.	11662 kg

Lisier traité décanté	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	595 m3	1,6 m3
N Global	2908 kg	8 kg
M.E.S	24632 kg	66,7 kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	2380 m3	6,5 m3
N Global	595 kg	1,6 kg
M.E.S	. 2380 kg	6,5 kg

3.8. - Autosurveillance : suivi

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume de lisier brut entrant dans la centrifugeuse ;
- relevé du volume de lisier brut entrant dans le réacteur biologique.

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de lisier centrifugé non traité par le réacteur biologique ;
- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume de lisier centrifugé traité décanté produit ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase,....).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de "mise en charge"), des tests rapides NH_4/NO_3 seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

3.9. - Autosurveillance : bilan matière

3.9.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de la centrifugeuse, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes du lisier brut entrant dans la centrifugeuse,
- bilan des volumes du lisier brut centrifugé entrant dans le réacteur biologique ;
- bilan des volumes du lisier brut restant à épandre ;
- bilan des volumes des différents co-produits,
- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- une analyse du lisier centrifugé (MES, NK, Pt, K₂O) ;
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- une analyse du lisier traité décanté (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le local de stockage ;
- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.9.2. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.9.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

3.10 - Assistance technique :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3.11. - Validation de l'autosurveillance :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'autosurveillance consiste à :

- établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;
- effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'autosurveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans....),
- vérifier la "traçabilité de l'azote" (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE STOCKAGE ET D'EPANDAGE DES CO-PRODUITS ET LISIERS BRUTS

4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 1527 m³.

4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 100 m²

4.3. - Le lisier traité décanté sera stocké dans une fosse de 500 m³.

4.4. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 2500 m³.

4.5. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, lisier traité décanté, effluent épuré) et le réacteur biologique de 661 m³ devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.6. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls),
- la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

4.7. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage sera annexé au cahier d'exploitation.

4.8. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire.

Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation.

Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

4.9. - destination des co-produits issus de la centrifugeuse

les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel.

4.10. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus

organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier d'épandage.

ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE MISE EN SERVICE ET DYSFONCTIONNEMENTS DE L'UNITE DE TRAITEMENT.

5.1. – La centrifugation en tête de la station de traitement biologique sera mise en service dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané de l'unité de traitement, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 6 – MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES (MTD)

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 7 – PRESCRIPTIONS CONCERNANT LE PERIMETRE DE PROTECTION DE LA RETENUE DE ROPHEMEL

le pétitionnaire devra respecter les prescriptions de l'arrêté du 27 décembre 1999 modifié le 2 octobre 2003 concernant le PPC Rophémel.

Les parcelles concernées par ce périmètre sont situées sur la commune de PLOUASNE. Il s'agit des îlots 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 26 et 27.

ARTICLE 8 - PRESCRIPTION CONCERNANT L'EPANDAGE SUR CEREALES

L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

L'épandage des déjections sur céréales sera effectif à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 9 – RESORPTION

Résorption :

- Alimentation biphase :..... 5999 UN
- Traitement :..... 8172 UN
- Transfert :..... 4918 UN

ARTICLE 10 -

Le présent arrêté abroge et remplace la décision préfectorale susvisée du 30 avril 1998 et la décision susvisée du 13 février 2004, ainsi que celle du 26 janvier 2009 au nom de l'EARL LE CRAON.

ARTICLE 11 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 12 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 13 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de PLOUASNE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLOUASNE pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 14 -

« Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — *par les tiers*, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, *le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service* ;

« — *par les demandeurs ou exploitants*, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

ARTICLE 15 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Sous-Préfet de DINAN, le Maire de PLOUASNE, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, au(x) maire(s) de EVRAN, GUENROC, GUITTE, LE QUIOU SAINT-MADEN, TREFUMEL, SAINT PERN (35) et SAINT THUAL (35).

SAINT-BRIEUC, le

14 OCT. 2011

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,

Philippe de Gestas-Lespérour